

1^{er} juin 2018

Soutenons les associations hongroises de défense des droits de l'Homme et des personnes étrangères, soutenons la démocratie en Europe

La victoire du Fidesz et de son leader, Viktor Orbán, aux élections législatives hongroises du mois d'avril 2018, ouvre une nouvelle page noire pour les associations hongroises. Les menaces dont elles font l'objet de la part du gouvernement depuis plusieurs mois et la publication dans un journal proche du Premier ministre d'une liste de 200 militants et membres d'associations qualifiés de « mercenaires de Soros » ont pour **objectif de créer un climat de peur et de faire taire les associations. L'adoption annoncée d'une loi intitulée « Stop Soros » vise plus particulièrement, dans sa version dévoilée le 29 mai, les associations de défense des personnes migrantes et réfugiées.** Elle introduit des **sanctions pénales**, allant jusqu'à des **peines d'emprisonnement**, pour « aide à l'immigration illégale ». Seront ainsi pénalisées des activités telles qu'aider une personne à déposer une demande d'asile, distribuer des supports d'information sur la procédure d'asile ou d'organiser des réseaux (y compris d'avocats spécialisés). Cette loi, qui s'inscrit dans la continuité d'une première législation de juin 2017, constitue **une attaque sans précédent dans l'Union européenne contre la liberté d'association, le pluralisme et la liberté d'expression.**

Les associations françaises sont extrêmement préoccupées pour l'avenir de leurs collègues hongrois du Comité Helsinki de Hongrie, d'Amnesty International et des autres organisations non gouvernementales qui œuvrent sur le terrain pour la défense des droits de l'Homme et de la démocratie. Elles souhaitent exprimer leur **soutien et leur solidarité avec les associations hongroises** dont elles connaissent, à travers les nombreux réseaux européens, l'engagement et le professionnalisme. Ces associations mènent un travail de terrain quotidien pour soutenir les personnes étrangères en Hongrie et aux frontières, alors que plusieurs lois répressives ont été adoptées, permettant les refoulements vers la Serbie et la détention automatique des demandeurs d'asile.

S'attaquer à la liberté d'association, c'est s'attaquer à un des fondements de l'Europe. Les associations sont des acteurs majeurs de la démocratie. Elles sont garantes du respect des droits de l'homme, du pluralisme et de la citoyenneté. Lors de son discours devant le Parlement européen le 17 avril 2018, le président de la République française a rappelé son engagement pour la démocratie et contre les populismes. Cependant, **aucune parole forte de la France n'est venue condamner les attaques contre les associations hongroises**, alors que des pays comme les États-Unis, le Canada et la Suède leur ont exprimé leur soutien.

Par conséquent, **les associations françaises demandent aux autorités françaises** de donner tout son sens au discours du président de la République en utilisant les moyens à sa disposition pour **condamner la politique du gouvernement Orbán et apporter un soutien aux associations hongroises.** Parmi ces moyens, figurent le soutien à la proposition de la Commission européenne de lier, dans la programmation financière 2021-2027, l'octroi des crédits européens à une conditionnalité liée au respect de l'état de droit, mais aussi l'activation des dispositions du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne sanctionnant la violation de l'état de droit. En effet, **on ne peut pas appartenir à une union politique et bénéficier de la solidarité financière de ses membres sans partager et respecter pleinement l'état de droit, les droits de l'Homme et la démocratie.**



SIGNATAIRES :

Thierry Le Roy, Président et Pierre Henry, Directeur général - France terre d'asile
Malik Salemkour, Président - Ligue des Droits de l'Homme
Geneviève Jacques, Présidente et Jean-Claude Mas, Secrétaire général - la Cimade
Dominique Sopo, Président - SOS Racisme
Marc Noailly, Président et Jean-François Ploquin, Directeur général - Forum réfugiés-Cosi
Patrick Baudoin et Michel Tubiana, Présidents d'honneur - FIDH
Emmanuel Blanchard, Président - Migreurop

CONTACT PRESSE :

FRANCE TERRE D'ASILE

Danya BOUKRY

dboukry@france-terre-asile.org

01 53 04 39 93